

DEC 23/2016

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2016-2017

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 14 octobre 2016

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 14 octobre 2016

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

Proposition de virement de crédits n° DEC 23/2016 à l'intérieur de la section
III – Commission – du budget général 2016

E 11546



Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 30 septembre 2016
(OR. en)

12767/16

FIN 609

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Madame Kristalina GEORGIEVA, vice-présidente de la Commission européenne
Date de réception:	30 septembre 2016
Destinataire:	Monsieur Peter KAZIMIR, président du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Proposition de virement de crédits n° DEC 23/2016 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général 2016

Les délégations trouveront ci-joint le document DEC 23/2016.

p.j.: DEC 23/2016



BRUXELLES, LE 29/09/2016

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2016

SECTION III - COMMISSION TITRES: 01, 02, 04, 05, 06, 07, 10, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 26, 32, 33, 34

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 23/2016

1. Introduction

Chaque année, après avoir examiné l'exécution effective et l'utilisation prévue des crédits de paiement jusqu'en fin d'exercice, la Commission établit une proposition de «virement global» destinée à permettre le rééquilibrage des **crédits de paiement** pour l'exercice en cours. Les besoins de financement constatés sont satisfaits dans la mesure du possible par des virements internes au sein des chapitres budgétaires concernés. La proposition de virement global porte sur les besoins qui ne peuvent être satisfaits par ces virements internes.

La proposition de virement global pour 2016 porte sur des crédits de paiement correspondant à quelque 855,9 millions d'EUR, ce qui représente environ **0,6 %** du total des paiements autorisés dans le budget 2016. L'ordre de grandeur, bien que deux fois supérieur à celui de 2015, est similaire à celui du virement global de 2011.

Exercice	Valeur du virement global (en millions d'EUR)
2011	719,2
2012	419,7
2013	509,8 ¹
2014	175,1 ²
2015	424,0
2016	855,9

Au total, 88 lignes budgétaires sont concernées (12 pour les renforcements et 76 pour les prélèvements), contre 73 lignes (26 pour les renforcements et 47 pour les prélèvements) dans le virement global qui avait été présenté à la fin de 2015.

Les propositions de renforcements et de prélèvements par rubrique et par grand programme sont les suivantes:

Rubriques		Virement global (en EUR)		
		Renforcement	Prélèvement	Variation nette
1.	CROISSANCE INTELLIGENTE ET INCLUSIVE	+661 100 000	-492 375 000	+168 725 000
1.1	Compétitivité pour la croissance et l'emploi	+661 100 000	-238 375 000	+422 725 000
1.2	Cohésion économique, sociale et territoriale	0	-254 000 000	-254 000 000
2.	CROISSANCE DURABLE: RESSOURCES NATURELLES	0	-21 173 000	-21 173 000
3.	SÉCURITÉ ET CITOYENNETÉ	+122 758 000	-36 056 000	+86 702 000
4.	L'EUROPE DANS LE MONDE	+72 000 000	-263 634 000	-191 634 000
5.	ADMINISTRATION	0	0	0
	INSTRUMENTS SPÉCIAUX	0	-42 620 000	-42 620 000
	Total	+855 858 000	-855 858 000	0

¹ Montant proposé par la Commission. Le montant finalement approuvé par l'autorité budgétaire était de 109,3 millions d'EUR.

² Montant proposé par la Commission. Le virement global a été rejeté.

Le virement global doit, comme tout autre virement, assurer une neutralité budgétaire. Il n'est possible de satisfaire aux besoins complémentaires en crédits de paiement de certains programmes et actions que dans la mesure où des fonds suffisants peuvent provenir d'autres sources, pour lesquelles une sous-utilisation des crédits est prévisible d'ici à la fin de l'exercice.

Les crédits de paiement mis à disposition au sein d'une rubrique ont servi en premier lieu à couvrir les besoins dans la rubrique en question et à éviter, dans la mesure du possible, les pénalités financières pour retards de paiement. En cas d'insuffisance des crédits de paiement au sein d'une rubrique, des montants disponibles à partir d'autres rubriques sont utilisés pour couvrir les besoins restants, par exemple dans la rubrique 1a pour le renforcement du fonds de garantie de l'EFSD (Fonds européen pour les investissements stratégiques) ou dans la rubrique 3 pour le Fonds pour la sécurité intérieure (FSI).

2. Renforcements et prélèvements de crédits de paiement

Les principaux renforcements et prélèvements (supérieurs à 10 millions d'EUR) sont résumés dans la présente section.

2.1 Renforcements

Dans la demande de virement, il est proposé de renforcer **12 lignes budgétaires**. Les principales lignes concernées (c'est-à-dire celles pour lesquelles les changements sont supérieurs à 10 millions d'EUR), ventilées par rubrique et en fonction du volume du renforcement, par ordre décroissant, sont les suivantes:

2.1.1 Rubrique 1a - Compétitivité pour la croissance et l'emploi

- + 500,0 millions d'EUR pour la ligne 01 04 05 Provisionnement du fonds de garantie de l'EFSD. La Commission propose de prendre en compte anticipativement 500 millions d'EUR dans l'échéancier des paiements du poste relatif au provisionnement du fonds de garantie de l'UE afin d'assurer une bonne gestion des plafonds des paiements au cours de la période couverte par le CFP.
- + 71,0 millions d'EUR pour la ligne 32 05 01 02 Construction, fonctionnement et exploitation des installations ITER - Entreprise commune ITER - Fusion for Energy (F4E). Lors de sa réunion du 15 juin 2016, le conseil ITER a approuvé la proposition de la direction générale de l'organisation ITER (IO) sur la chambre à vide et a décidé d'adapter l'attribution de marché et de transférer d'Euratom à l'IO la responsabilité de la passation de marché pour la livraison de deux chambres à vide. Pour compenser ce transfert, Euratom s'est engagée à verser à l'IO une contribution d'un montant total de 95 millions d'EUR. La Commission considère qu'une partie (24 millions d'EUR) du montant supplémentaire demandé peut être couverte par les ressources F4E existantes.
- + 49,0 millions d'EUR pour la ligne 32 05 51 Achèvement de l'entreprise commune ITER – Fusion for Energy (F4E) (2007-2013). Lors de la récente réunion bilatérale entre F4E et l'Agence nationale japonaise (JADA), le dirigeant de cette dernière a confirmé que l'agence présenterait à F4E une demande de paiement d'environ 65 millions d'EUR destinée à couvrir les coûts de fabrication dans le domaine des structures de bobines de champ toroïdal et du conducteur du solénoïde central, conformément à l'accord de transfert des responsabilités pour l'attribution des marchés entre Euratom et le Japon. La Commission considère qu'une partie (16 millions d'EUR) du montant supplémentaire demandé peut être couverte par les ressources F4E existantes.
- + 31,1 millions d'EUR pour la ligne 04 03 02 03 — Microfinance et entrepreneuriat social — Augmenter l'accès au financement et augmenter la disponibilité de ces financements pour les personnes physiques et morales, en particulier celles les plus éloignées du marché du travail, et pour les entreprises sociales. À ce jour, 98 % des crédits de paiement pour 2016 ont déjà été consommés alors que la première tranche de paiements a été versée au Fonds européen d'investissement au cours du premier trimestre de l'année. Les crédits restants sont nettement inférieurs aux besoins en crédits de paiement estimés pour le reste de l'année, qui s'élèvent au total à 31,1 millions d'EUR, comprenant 8 millions d'EUR pour l'instrument de renforcement des capacités du programme destiné à consolider la capacité institutionnelle des intermédiaires financiers sélectionnés en Europe tant pour la microfinance que pour l'entrepreneuriat social; 6 millions d'EUR pour la nouvelle activité concernant

les investisseurs providentiels («Social Business Angels»), dont le FEI assurera la gestion à l'aide d'investissements en fonds propres; 3 millions d'EUR pour les instruments financés au titre du programme qui apportent des fonds à des institutions financières non bancaires afin de stimuler leur capacité de prêt aux microentreprises et aux entreprises sociales. En outre, en ce qui concerne les prévisions de décaissement du FEI, un montant de plus de 14 millions d'EUR est encore nécessaire en 2016 pour mettre en œuvre le volet «garantie» du programme couvrant à la fois les opérations de microfinance et d'entrepreneuriat social.

- + 10,0 millions d'EUR pour la ligne 04 03 02 01 Progress — Soutenir l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique sociale et de l'emploi ainsi que de la législation relative aux conditions de travail de l'Union. Certains appels à propositions initialement prévus pour 2015 ont dû être reprogrammés en 2016 et, en conjonction avec les appels déjà prévus pour l'exercice, ont donné lieu à des obligations de préfinancement plus élevées que prévu initialement. À ce jour, environ 93 % des crédits de paiement de cette ligne budgétaire ont déjà été utilisés.

2.1.2 Rubrique 3 - Sécurité et citoyenneté

- + 104,6 millions d'EUR pour la ligne 18 02 01 01 Appuyer la gestion des frontières et soutenir une politique commune des visas pour faciliter les voyages effectués de façon légitime. Compte tenu de la mise en œuvre de l'aide d'urgence attendue en fin d'année au titre du règlement FSI-Frontières, une augmentation des crédits de paiement de 104,6 millions d'EUR est nécessaire pour couvrir tous les besoins en crédits de paiement sur cette ligne.
- + 16,0 millions d'EUR pour la ligne 18 02 51 Achèvement des opérations et programmes dans le domaine des frontières extérieures, de la sécurité et de la protection des libertés. Sur la base de la révision des prévisions relatives aux paiements, environ 16 millions d'EUR de crédits de paiement sont encore nécessaires pour cette ligne afin de permettre à la Commission de poursuivre la clôture des programmes nationaux. Le rythme des clôtures du Fonds pour les frontières extérieures connaît une accélération au second semestre 2016. La plupart des États membres ont présenté leurs rapports finaux de 2013 dans les délais impartis, ce qui permet à la Commission de poursuivre les clôtures de l'exercice en question plus tôt que ce qui était prévu initialement.

2.1.3 Rubrique 4 - L'Europe dans le monde

- + 35,0 millions d'EUR pour la ligne 19 02 01 Réponse aux situations de crise et de crise émergente. Au 7 septembre 2016, 145 millions d'EUR, soit 95 % des crédits de paiement disponibles, avaient été utilisés. De nouveaux contrats découlant de décisions de financement récemment adoptées sont en cours de préparation et nécessiteront un premier versement de préfinancements avant la fin de l'année. Le montant supplémentaire couvrira les obligations de paiement prévues jusqu'à la fin de l'année.
- + 19,8 millions d'EUR pour la ligne 21 02 20 Erasmus + — Contribution des instruments de financement de la coopération au développement (ICD). Un renforcement des crédits de paiement est nécessaire pour le programme «Erasmus + - Programme ICD», afin de couvrir l'ensemble des obligations contractuelles de 2016, y compris les versements de préfinancements qui devraient être demandés par les agences nationales d'ici à la fin de 2016. Sans ce renforcement, les crédits de paiement viendront réellement à manquer dès le début du mois de novembre 2016. Ces crédits de paiement supplémentaires permettraient d'éviter les retards et les risques d'atteinte à l'image, ainsi que de mettre en péril la bonne exécution de l'un des programmes les plus visibles de l'UE, qui concerne directement les citoyens et les étudiants.
- + 16,0 millions d'EUR pour la ligne 04 05 51 Achèvement des actions (antérieures à 2014) – Instrument d'aide de préadhésion – Développement des ressources humaines. Les crédits de paiement disponibles ont été entièrement consommés. Les prévisions de paiement révisées des pays bénéficiaires et les demandes de paiements en attente font apparaître que ce montant supplémentaire est nécessaire en 2016 pour honorer les demandes de l'année en cours.

2.2 Prélèvements

Dans la demande de virement, il est proposé de réduire le niveau des crédits de paiement de **76 lignes budgétaires**. Les principales lignes concernées (c'est-à-dire celles pour lesquelles les changements sont supérieurs à 10 millions d'EUR), ventilées par rubrique et en fonction du volume du prélèvement, par ordre décroissant, sont les suivantes:

2.2.1 Rubrique 1a - Compétitivité pour la croissance et l'emploi

- - 45 millions d'EUR sur la ligne 18 05 51 Achèvement des programmes-cadres de recherche précédents — Septième programme-cadre — CE (2007-2013). Eu égard à la révision des prévisions de paiement et aux crédits de paiement restants, le montant en question peut être mis à disposition à partir de cette ligne budgétaire. La plupart des paiements dus pour le reste de l'exercice sont principalement des paiements intermédiaires et des paiements finaux. Les montants acceptés dans la déclaration de dépenses reçue sont inférieurs à ce qui était initialement prévu et l'exécution des projets est retardée, ce qui reporte le dépôt de la déclaration de dépenses à 2017.

- - 29,8 millions d'EUR sur la ligne 06 03 51 Achèvement des programmes-cadres de recherche précédents — Septième programme-cadre — CE (2007-2013). L'entreprise commune SESAR demandera en 2016 un montant inférieur de 25 millions d'EUR à ce qui était prévu au début de 2015, car tous les paiements finaux en faveur des membres de l'entreprise commune liés à la clôture du programme SESAR 1 ne devraient avoir lieu qu'en 2017, et non plus en 2016 (tandis que certaines activités de R&D sont en cours jusqu'à la fin de 2016). Un montant de 4,8 millions d'EUR relatif aux actions du 7^e programme-cadre dans le domaine des transports peut également être mis à disposition.
- - 29,0 millions d'EUR sur la ligne 32 02 52 Achèvement des projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique. Le bénéficiaire d'une action a informé la Commission en septembre qu'il présenterait sa demande pour un deuxième paiement intermédiaire au plus tôt en janvier 2017 au lieu d'octobre 2016. En conséquence, le paiement prévu pour la fin de 2016 sera reporté à 2017 et le montant correspondant peut donc être redéployé.
- - 27,9 millions d'EUR sur la ligne 32 02 01 04 Créer un environnement plus favorable aux investissements privés pour des projets en matière d'énergie. Les opérations visées par les instruments financiers relevant du mécanisme pour l'interconnexion en Europe n'ont pas encore suffisamment progressé pour que la Banque européenne d'investissement émette des demandes de paiement avant la fin de l'année. Le montant en question demeure donc disponible pour redéploiement.
- - 25,0 millions d'EUR sur la ligne 02 02 02 Améliorer l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises (PME), sous forme d'investissements en capital-risque et sous forme de prêts. La justification de la réduction proposée des crédits de paiement pour les instruments financiers COSME comporte deux volets: A) en ce qui concerne le mécanisme de fonds propres pour la croissance (Equity Facility for Growth, EFG), la réserve minimale initialement fixée à 30 millions d'EUR dans la convention de délégation COSME a dû être réduite provisoirement à 10 millions d'EUR, le volume moyen des transactions étant plus faible que prévu. La diminution de la réserve ne peut être retardée, eu égard au climat actuel caractérisé par des taux d'intérêt négatifs, tant pour l'euro que pour plusieurs autres monnaies; B) en ce qui concerne la facilité de garantie des prêts (LGF), il est extrêmement difficile de prévoir avec exactitude si des transactions en devises échangeables seront signées et à quel moment, et donc de procéder à une estimation précise des crédits de paiement à verser chaque année. En outre, la méthode révisée (et plus réaliste) utilisée par le FEI pour la facilité de garantie des prêts, comportant des appels à garantie lancés lors la deuxième année qui suit la signature d'un accord de garantie et une distribution moyenne des pertes (appels à garantie) répartie sur 6 ans au lieu des 3 ans prévus dans le modèle prévisionnel précédent, provoque une diminution des estimations relatives aux appels à garantie attendus jusqu'à la fin de 2016.
- - 23,3 millions d'EUR sur la ligne 06 02 51 Achèvement du programme de réseaux transeuropéens. À la fin du mois d'août, seules 25 demandes de paiement final avaient été présentées, sur les 260 prévues d'ici à la fin de 2016 à partir de données historiques. Compte tenu du délai moyen de paiement de 95 jours, il ne sera plus possible d'exécuter tous les paiements comme prévu et, par conséquent, le montant ci-dessus peut être redéployé.
- - 18,0 millions d'EUR sur la ligne 06 03 03 01 Parvenir à un système de transport européen économe en ressources, respectueux de l'environnement, sûr et continu. Les projets Smartrail, IT2Rail et IN2Rail devaient initialement démarrer le 1^{er} avril 2015. Les premiers paiements devaient être effectués en décembre 2016. Toutefois, le lancement des projets a été reporté à une date ultérieure en 2015, ce qui renvoie les paiements correspondants à janvier 2017. Ainsi, le montant prévu pour couvrir les paiements relatifs aux trois projets ne sera pas nécessaire et peut être mis à disposition.
- - 14,5 millions d'EUR sur la ligne 06 03 07 32 Entreprise commune «Programme de recherche sur la gestion du trafic aérien dans le ciel unique européen 2» (SESAR 2). En raison des retards de procédure pris pour la clôture des appels, les paiements n'auront lieu qu'en 2017 au lieu de 2016 pour les aspects suivants: recherche exploratoire («Exploratory Research», core ATM), démonstration à grande échelle («Very Large Demonstration Activities», Wave 1), appui industriel et usagers de l'espace aérien. Par conséquent, le montant ci-dessus peut être mis à disposition.
- - 14,3 millions d'EUR sur la ligne 02 03 03 Agence européenne des produits chimiques — Législation sur les produits chimiques. Le prélèvement s'explique par le fait que l'Agence européenne des produits chimiques

(ECHA) a perçu des redevances plus élevées que prévu et n'a pas besoin de recevoir l'intégralité du montant fixé pour la subvention de 2016.

2.2.2 Rubrique 1b — Cohésion économique, sociale et territoriale

- - 254,0 millions d'EUR sur la ligne 13 03 16 Achèvement du Fonds européen de développement régional (FEDER) — Convergence (période 2007-2013). Compte tenu des montants déjà versés, des demandes de paiements exigibles en attente, des demandes faisant l'objet d'une interruption ou d'une suspension à lever avant la fin de 2016, et des demandes de paiements exigibles restant à déposer en 2016 (sur la base de l'estimation de juillet fournie par les États membres, plafonnée et faisant l'objet de vérifications croisées), le montant ci-dessus peut être redéployé.

2.2.3 Rubrique 4 - L'Europe dans le monde

- - 136,2 millions d'EUR sur la ligne 22 02 03 02 Soutenir le développement économique, social et territorial et l'alignement progressif connexe sur l'acquis de l'Union (IAP). Les crédits inscrits au budget 2016 étaient fondés sur l'estimation réalisée lors de l'élaboration du projet de budget 2016, au printemps 2015. Toutefois, depuis cette date, la délégation des tâches d'exécution budgétaire à la Turquie pour les programmes pluriannuels 2014-2016 a connu des retards en raison de la nécessité d'obtenir des garanties complètes concernant la capacité de la Turquie à gérer les fonds au titre de l'IAP. Les quatre décisions de financement pluriannuelles de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP II) pour la période 2014-2016 relevant de cette ligne budgétaire ont été adoptées à la fin de 2014. Les conventions de financement (CF) pour trois programmes pluriannuels de l'IAP II relatifs à la Turquie ont été ratifiées le 28 avril (politiques environnementale et sociale) et le 4 mai 2016 (compétitivité). Toutefois, la ratification de la quatrième (transports) est toujours en suspens. Les CF prévoient la tenue d'une réunion du comité de suivi sectoriel dans un délai de six mois après leur entrée en vigueur, qui constitue une condition pour démarrer la mise en œuvre des programmes. Ces réunions ont été dûment organisées au cours de la troisième semaine de juin 2016 et, plus important encore, ont permis l'adoption des critères de sélection des opérations. Toutefois, il était trop tard pour pouvoir mener à bien les procédures de passation des marchés publics, les contrats et les préfinancements en 2016. Un montant de 136,2 millions d'EUR en crédits de paiement peut donc être mis à disposition pour redéploiement.
- - 20,0 millions d'EUR sur la ligne 05 05 04 02 Soutien au développement économique, social et territorial et à l'alignement progressif correspondant sur l'acquis de l'Union. La mise en œuvre de l'instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD II) ne peut commencer qu'après octroi de la délégation aux pays bénéficiant de l'IPARD. Pour la Turquie, cela devrait avoir lieu en septembre ou octobre 2016, après quoi la mise en œuvre du programme IPARD II débutera. Toutefois, comme la délégation arrive relativement tard dans l'année, une part importante des préfinancements prévus dans le cadre du budget 2016 sera versée en 2017. En conséquence, un montant de 20 millions d'EUR en crédits de paiement peut être mis à disposition.
- - 18,0 millions d'EUR sur la ligne 19 05 01 Coopération avec les pays tiers afin de promouvoir et défendre les intérêts de l'Union ainsi que ceux qu'elle partage avec d'autres pays. Selon la planification des procédures de passation de marchés, la signature d'un grand nombre de contrats est à présent reportée à la fin de l'année; dès lors, les paiements ne pourront être demandés qu'au début de 2017. Par conséquent, le montant ci-dessus peut être mis à disposition.
- - 17,0 millions d'EUR sur la ligne 01 03 02 Aide macrofinancière. Conformément aux prévisions antérieures, l'opération d'AMF en faveur de la République kirghize (15 millions d'EUR sous forme de dons) a été intégralement décaissée en avril 2016. L'opération d'AMF en faveur de la Géorgie (23 millions d'EUR sous forme de dons), qui aurait dû être pleinement mise en œuvre en 2016, subit actuellement des retards et fera probablement l'objet d'une proposition de report à 2017. Toutefois, d'autres opérations d'AMF qui étaient en cours de préparation pour 2016 n'ont pas encore été proposées et ont peu de chances d'être réalisées d'ici à la fin de l'année, d'où la restitution du montant susmentionné.
- - 15,0 millions d'EUR sur la ligne 19 03 01 02 EULEX KOSOVO. La diminution est due à la réduction de la mission EULEX KOSOVO et au lancement tardif des chambres spéciales du Kosovo, dont le deuxième préfinancement a été reporté à 2017.

- - 15,0 millions d'EUR sur la ligne 19 03 01 07 Représentants spéciaux de l'Union européenne. La diminution est due au fait que les mandats des six représentants spéciaux de l'Union européenne (RSUE) ont été renouvelés en 2015 pour une période de 16 mois (du 1^{er} novembre 2015 au 28 février 2017) au lieu des 12 mois initialement prévus. Les montants ont été engagés et préfinancés en 2015, ce qui a réduit les besoins en crédits de paiement en 2016.

2.2.4 Instruments spéciaux

- - 29,6 millions d'EUR sur la ligne 04 04 01 FEM — pour soutenir les travailleurs licenciés et les travailleurs indépendants en cessation d'activité en raison de la mondialisation. À la suite d'une analyse prudente des dossiers en attente venant des États membres, la Commission estime que tous les paiements restants du budget autorisé pour 2016, soit 29,6 millions d'EUR, peuvent être mis à disposition, compte tenu des recettes affectées internes découlant de recouvrements de montants non utilisés dans le cadre de précédentes demandes au titre du FEM.
- - 13,0 millions d'EUR sur la ligne 13 06 01 Assistance aux États membres en cas de catastrophe naturelle majeure ayant de graves répercussions sur les conditions de vie, l'environnement naturel et l'économie. Sur la base de l'évaluation la plus récente des dossiers et demandes relatives à l'actuel Fonds de solidarité de l'UE qui devraient être reçues avant la fin de 2016, le montant ci-dessus peut être mis à disposition.

3. Virements proposés

Tous les virements proposés, ayant pour objet un renforcement ou une réduction des crédits, sont repris dans les tableaux, selon l'ordre de la nomenclature budgétaire. Ce tableau indique:

- les crédits du budget initial, y compris les budgets rectificatifs au 15 septembre 2016;
- les virements au 15 septembre 2016;
- l'exécution au 15 septembre 2016;
- le montant total des crédits encore disponibles;
- les virements proposés (renforcement ou prélèvement);
- le taux de variation par rapport au budget initial (budgets rectificatifs compris).

Pour les prélèvements ou les renforcements des crédits autorisés sur la ligne budgétaire, des justifications circonstanciées sont fournies ci-joint.

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2016

SECTION III - COMMISSION TITRES: 01, 02, 04, 05, 06, 07, 10, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 26, 32, 33, 34

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 23/2016

ORIGINE DES CRÉDITS**DU CHAPITRE - 0102 Union économique et monétaire**

ARTICLE - 01 02 04 Protéger les billets et les pièces en euros contre le faux monnayage et les fraudes connexes	CP	-123 000,00
---	----	-------------

DU CHAPITRE - 0103 Affaires économiques et financières internationales

ARTICLE - 01 03 02 Aide macrofinancière	CP	-16 950 000,00
---	----	----------------

DU CHAPITRE - 0202 Compétitivité des entreprises et des petites et moyennes entreprises (COSME)

ARTICLE - 02 02 02 Améliorer l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises (PME) sous forme d'investissements en capital-risque et sous forme de prêts	CP	-25 000 000,00
--	----	----------------

DU CHAPITRE - 0203 Marché intérieur des biens et des services

ARTICLE - 02 03 03 Agence européenne des produits chimiques — Législation sur les produits chimiques	CP	-14 269 000,00
--	----	----------------

DU CHAPITRE - 0404 Fonds européen d'ajustement à la mondialisation

ARTICLE - 04 04 01 FEM — pour soutenir les travailleurs licenciés et les travailleurs indépendants en cessation d'activité en raison de la mondialisation	CP	-29 620 000,00
---	----	----------------

DU CHAPITRE - 0502 Améliorer la compétitivité du secteur agricole grâce aux interventions sur les marchés agricoles

POSTE - 05 02 10 02 Actions de promotion - Paiements directs par l'Union	CP	-49 000,00
--	----	------------

POSTE - 05 02 12 09 Distribution de produits laitiers en cas d'intervention urgente face à des crises humanitaires	CP	-6 000 000,00
--	----	---------------

DU CHAPITRE - 0505 Instrument d'aide de préadhésion -- Agriculture et développement rural

POSTE - 05 05 03 02 Soutien au développement économique, social et territorial et à l'alignement progressif correspondant sur l'acquis de l'Union	CP	-9 000 000,00
---	----	---------------

POSTE - 05 05 04 02 Soutien au développement économique, social et territorial et à l'alignement progressif correspondant sur l'acquis de l'Union	CP	-20 000 000,00
---	----	----------------

DU CHAPITRE - 0506 Aspects internationaux du domaine politique «Agriculture et développement rural»

ARTICLE - 05 06 01 Accords internationaux en matière agricole	CP	-2 562 000,00
---	----	---------------

DU CHAPITRE - 0508 Stratégie politique et coordination du domaine politique «Agriculture et développement rural»

ARTICLE - 05 08 01 Réseau d'information comptable agricole (RICA)	CP	-1 260 000,00
---	----	---------------

ARTICLE - 05 08 03 Restructuration des systèmes d'enquêtes agricoles	CP	-185 000,00
--	----	-------------

POSTE - 05 08 77 08	Projet pilote - Programme d'échanges pour les jeunes agriculteurs	CP	-299 000,00
POSTE - 05 08 77 09	Action préparatoire — Ressources génétiques végétales et animales dans l'Union	CP	-207 000,00
POSTE - 05 08 77 10	Projets pilotes – Agropôle: développement d'une région transfrontalière européenne modèle de l'agro-industrie	CP	-278 000,00
POSTE - 05 08 77 11	Projet pilote – Agro-foresterie	CP	-500 000,00
POSTE - 05 08 77 12	Projet pilote — Village écosocial	CP	-200 000,00
POSTE - 05 08 77 13	Projet pilote — Améliorer la prévention des crises ainsi que les stratégies et les critères de gestion du secteur agricole	CP	-150 000,00
POSTE - 05 08 77 14	Projet pilote — Restructuration du programme d'élevage et de sélection d'abeilles mellifères résistantes à Varroa	CP	-350 000,00
POSTE - 05 08 77 15	Projet pilote — Analyse des meilleures façons, pour les organisations de producteurs (OP), de s'associer, de mener leurs activités et d'être soutenues	CP	-150 000,00
DU CHAPITRE - 0602 Politique européenne des transports			
ARTICLE - 06 02 51	Achèvement du programme de réseaux transeuropéens	CP	-23 300 000,00
DU CHAPITRE - 0603 «Horizon 2020» — Recherche et innovation relatives aux transports			
POSTE - 06 03 03 01	Parvenir à un système de transport européen économe en ressources, respectueux de l'environnement, sûr et continu	CP	-18 000 000,00
POSTE - 06 03 07 32	Entreprise commune «Programme de recherche sur la gestion du trafic aérien dans le ciel unique européen 2» (SESAR2 2)	CP	-14 500 000,00
ARTICLE - 06 03 51	Achèvement des programmes-cadres de recherche précédents — Septième programme-cadre – CE (2007-2013)	CP	-29 800 000,00
DU CHAPITRE - 0702 Politique environnementale au niveau de l'Union et au niveau international			
ARTICLE - 07 02 01	Contribuer à une économie plus verte et plus efficace dans l'utilisation des ressources et à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la politique et de la législation environnementales de l'Union	CP	-2 600 000,00
ARTICLE - 07 02 02	Stopper et inverser le processus d'appauvrissement de la biodiversité	CP	-3 100 000,00
DU CHAPITRE - 1003 Programme Euratom - Actions directes			
ARTICLE - 10 03 51	Achèvement du septième programme-cadre — Euratom (2007-2013)	CP	-300 000,00
DU CHAPITRE - 1005 Poids du passé nucléaire provenant des activités exécutées par le Centre commun de recherche dans le cadre du traité Euratom			
ARTICLE - 10 05 01	Démantèlement des installations nucléaires obsolètes d'Euratom et élimination finale des déchets	CP	-7 450 000,00

DU CHAPITRE - 1202 Services financiers et marchés de capitaux		
ARTICLE - 12 02 01 Mise en œuvre et développement du marché unique des services financiers	CP	-421 000,00
ARTICLE - 12 02 03 Normes dans les domaines de l'information financière et du contrôle des comptes	CP	-1 332 000,00
ARTICLE - 12 02 04 Autorité bancaire européenne (ABE)	CP	-660 000,00
POSTE - 12 02 77 05 Action préparatoire — Renforcement des capacités des utilisateurs finaux de services financiers et des autres acteurs extérieurs à ce secteur en rapport avec l'élaboration des politiques de l'Union en la matière	CP	-430 000,00
DU CHAPITRE - 1303 Fonds européen de développement régional et autres interventions régionales		
ARTICLE - 13 03 16 Achèvement du Fonds européen de développement régional (FEDER) — Convergence	CP	-254 000 000,00
DU CHAPITRE - 1306 Fonds de solidarité		
ARTICLE - 13 06 01 Assistance aux États membres en cas de catastrophe naturelle majeure ayant de graves répercussions sur les conditions de vie, l'environnement naturel et l'économie	CP	-13 000 000,00
DU CHAPITRE - 1504 Europe créative		
ARTICLE - 15 04 01 Renforcer la capacité financière des PME et des petites et très petites organisations dans les secteurs européens de la culture et de la création, et favoriser l'élaboration des politiques et la création de nouveaux modèles commerciaux	CP	-7 797 000,00
DU CHAPITRE - 1603 Actions de communication		
POSTE - 16 03 02 05 Analyse de l'opinion publique	CP	-2 000 000,00
DU CHAPITRE - 1703 Santé publique		
ARTICLE - 17 03 01 Troisième programme d'action de l'Union dans le domaine de la santé (2014-2020)	CP	-9 000 000,00
ARTICLE - 17 03 51 Achèvement des programmes de santé publique	CP	-4 100 000,00
POSTE - 17 03 77 06 Action préparatoire — Résistance aux antimicrobiens (RAM): recherche sur les causes de l'usage élevé et inadapté des antibiotiques	CP	-320 000,00
POSTE - 17 03 77 07 Action préparatoire — Création d'un réseau d'experts de l'Union dans le domaine des soins adaptés aux adolescents souffrant de problèmes psychologiques	CP	-194 000,00
POSTE - 17 03 77 11 Action préparatoire — Consommation de fruits et légumes	CP	-225 000,00
POSTE - 17 03 77 15 Action préparatoire — Étude européenne sur la prise en charge et le soin de l'épilepsie	CP	-246 000,00
POSTE - 17 03 77 17 Projet pilote — Plate-forme d'encouragement au don d'organes dans l'Union européenne et les pays limitrophes Eudonorg 2015-2016	CP	-180 000,00

POSTE - 17 03 77 19	Projet pilote — Accès des populations rurales aux soins de santé	CP	-300 000,00
POSTE - 17 03 77 20	Projet pilote — Création du registre des malformations congénitales rares (dans le cadre du registre des maladies rares) en se fondant sur la structure, l'organisation et l'expérience du registre polonais des malformations congénitales (RPMC)	CP	-50 000,00
POSTE - 17 03 77 21	Projet pilote — Accompagner les femmes en difficulté avec leur consommation d'alcool vers une réduction des risques, notamment lors de la grossesse	CP	-150 000,00
POSTE - 17 03 77 22	Projet pilote — MentALLY	CP	-200 000,00
POSTE - 17 03 77 23	Projet pilote — Troubles mentaux graves et risque de violence: parcours de soins et stratégies de traitement efficaces	CP	-500 000,00
POSTE - 17 03 77 24	Projet pilote — Mesurer plus équitablement et plus efficacement l'accès aux soins de santé dans l'Union européenne pour améliorer la coopération et le transfert de savoir-faire	CP	-125 000,00
POSTE - 17 03 77 25	Projet pilote – INTEGRATE: mise au point de stratégies intégrées pour assurer le suivi et le traitement des maladies chroniques et rhumatismales: rôle des indicateurs de qualité et des résultats communiqués par les patients, en plus de l'évaluation médicale de l'activité des pathologies et des dégâts qu'elles occasionnent	CP	-250 000,00
POSTE - 17 03 77 26	Projet pilote — Cours de prévention primaire à destination des jeunes filles vivant dans des régions où le risque de cancer du sein est plus élevé	CP	-250 000,00
POSTE - 17 03 77 27	Projet pilote — Redistribution de denrées alimentaires	CP	-250 000,00
DU CHAPITRE - 1704 Sécurité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux, santé et bien-être des animaux et domaine phytosanitaire			
ARTICLE - 17 04 03	Veiller à l'efficacité, à l'efficience et à la fiabilité des contrôles	CP	-1 500 000,00
ARTICLE - 17 04 51	Achèvement des actions antérieures dans le domaine de la sécurité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux et de la santé et du bien-être des animaux ainsi que dans le domaine phytosanitaire	CP	-1 500 000,00
DU CHAPITRE - 1805 Horizon 2020 — La recherche liée à la sécurité			
ARTICLE - 18 05 51	Achèvement des programmes-cadres de recherche précédents — Septième programme-cadre — CE (2007-2013)	CP	-44 995 000,00
DU CHAPITRE - 1903 Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)			
POSTE - 19 03 01 02	EULEX KOSOVO	CP	-15 000 000,00
POSTE - 19 03 01 05	Actions d'urgence	CP	-4 000 000,00
POSTE - 19 03 01 06	Actions préparatoires et de suivi	CP	-3 500 000,00
POSTE - 19 03 01 07	Représentants spéciaux de l'Union européenne	CP	-15 000 000,00
ARTICLE - 19 03 02	Soutien à la non-prolifération et au désarmement	CP	-1 500 000,00

DU CHAPITRE - 1904 Missions d'observation électorale		
ARTICLE - 19 04 01 Améliorer la fiabilité des processus électoraux, au moyen notamment de missions d'observation électorale	CP	-9 000 000,00
DU CHAPITRE - 1905 Coopération avec les pays tiers au titre de l'instrument de partenariat		
ARTICLE - 19 05 01 Coopération avec les pays tiers afin de promouvoir et défendre les intérêts de l'Union ainsi que ceux qu'elle partage avec d'autres pays	CP	-18 000 000,00
DU CHAPITRE - 2202 Processus et stratégie d'élargissement		
POSTE - 22 02 03 02 Soutenir le développement économique, social et territorial et l'alignement progressif connexe sur l'acquis de l'Union	CP	-136 225 000,00
DU CHAPITRE - 2303 Mécanisme de protection civile de l'Union		
POSTE - 23 03 02 02 Réaction rapide et efficace par des interventions d'urgence en cas de catastrophe majeure dans les pays tiers	CP	-6 500 000,00
DU CHAPITRE - 2304 Initiative des volontaires de l'aide de l'Union européenne		
ARTICLE - 23 04 01 Initiative des volontaires de l'aide de l'Union européenne — Renforcer la capacité de l'Union à répondre aux crises humanitaires	CP	-6 397 000,00
DU CHAPITRE - 2602 Production multimédia		
ARTICLE - 26 02 01 Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services	CP	-850 000,00
DU CHAPITRE - 3202 Sources d'énergie classiques et renouvelables		
POSTE - 32 02 01 04 Créer un environnement plus favorable aux investissements privés pour des projets en matière d'énergie	CP	-27 945 000,00
ARTICLE - 32 02 52 Achèvement des projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique	CP	-29 000 000,00
DU CHAPITRE - 3302 Droits, égalité et citoyenneté		
ARTICLE - 33 02 51 Achèvement des actions dans le domaine des droits, de la citoyenneté et de l'égalité	CP	-2 000 000,00
POSTE - 33 02 77 08 Projet pilote — Plate-forme du savoir destinée aux professionnels chargés de traiter les mutilations génitales féminines	CP	-507 000,00
POSTE - 33 02 77 09 Projet pilote — Renforcement des capacités de la société civile rom et de sa participation au suivi des stratégies nationales d'intégration des Roms	CP	-938 000,00
POSTE - 33 02 77 10 Projet pilote — Examen des instruments et programmes de collecte de données de l'Union sous l'angle des droits fondamentaux	CP	-375 000,00
POSTE - 33 02 77 12 Action préparatoire — Renforcement des capacités de la société civile rom et de sa participation au suivi des stratégies nationales d'intégration des Roms	CP	-250 000,00
DU CHAPITRE - 3303 Justice		
ARTICLE - 33 03 51 Achèvement des actions dans le domaine de la justice	CP	-3 000 000,00

POSTE - 33 03 77 04 Projet pilote — Sensibilisation des enfants à leurs droits dans les procédures judiciaires	CP	-394 000,00
--	----	-------------

DU CHAPITRE - 3402 Action pour le climat au niveau de l'Union et au niveau international

ARTICLE - 34 02 02 Accroître la résilience de l'Union au changement climatique	CP	-5 300 000,00
--	----	---------------

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 0104 Opérations et instruments financiers

ARTICLE - 01 04 05 Provisionnement du fonds de garantie de l'EFSI CP 500 000 000,00

AU CHAPITRE - 0403 Emploi, affaires sociales et inclusion

POSTE - 04 03 02 01 Progress — Soutenir l'élaboration, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation de la politique sociale et de l'emploi ainsi que de la législation relative aux conditions de travail de l'Union CP 10 000 000,00

POSTE - 04 03 02 03 Microfinance et entrepreneuriat social — Augmenter l'accès au financement et augmenter la disponibilité de ces financements pour les personnes physiques et morales, en particulier celles les plus éloignées du marché du travail, et pour les entreprises sociales CP 31 100 000,00

AU CHAPITRE - 0405 Instrument d'aide de préadhésion — Emploi, politiques sociales et développement des ressources humaines

ARTICLE - 04 05 51 Achèvement des actions (antérieures à 2014) — Instrument d'aide de préadhésion — Développement des ressources humaines CP 16 000 000,00

AU CHAPITRE - 1802 Sécurité intérieure

POSTE - 18 02 01 01 Appuyer la gestion des frontières et soutenir une politique commune des visas pour faciliter les voyages effectués de façon légitime CP 104 600 000,00

ARTICLE - 18 02 51 Achèvement des opérations et programmes dans le domaine des frontières extérieures, de la sécurité et de la protection des libertés CP 16 000 000,00

AU CHAPITRE - 1804 Promouvoir la citoyenneté européenne

POSTE - 18 04 01 01 L'Europe pour les citoyens — Conforter la mémoire et renforcer la capacité de participation civique au niveau de l'Union CP 2 158 000,00

AU CHAPITRE - 1902 Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) — réaction aux crises, prévention des conflits, consolidation de la paix et préparation aux crises

ARTICLE - 19 02 01 Réponse aux situations de crise et de crise émergente CP 35 000 000,00

AU CHAPITRE - 1906 Informations de sensibilisation aux relations extérieures de l'Union

ARTICLE - 19 06 01 Informations de sensibilisation aux relations extérieures de l'Union CP 1 250 000,00

AU CHAPITRE - 2102 Instrument de financement de la coopération au développement (ICD)

ARTICLE - 21 02 20 Erasmus + — Contribution des instruments de financement de la coopération au développement (ICD) CP 19 750 000,00

AU CHAPITRE - 3205 ITER

POSTE - 32 05 01 02 Construction, fonctionnement et exploitation des installations ITER — Entreprise commune ITER — Fusion for Energy (F4E) CP 71 000 000,00

ARTICLE - 32 05 51 Achèvement de l'entreprise commune ITER — Fusion for Energy (F4E) (2007-2013) CP 49 000 000,00

Ligne / Intitulé							
Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)
Paiement - 01 02 04 - Protéger les billets et les pièces en euros contre le faux monnayage et les fraudes connexes							
992 500,00	0,00	0,00	214 344,05	778 155,95	-123 000,00	-12,39 %	655 155,95
Paiement - 01 03 02 - Aide macrofinancière							
79 669 000,00	0,00	0,00	5 061 732,00	74 607 268,00	-16 950 000,00	-21,28 %	57 657 268,00
Paiement - 01 04 05 - Provisionnement du fonds de garantie de l'EFSI							
500 000 000,00	0,00	0,00	500 000 000,00	0,00	500 000 000,00	100,00 %	500 000 000,00
Paiement - 02 02 02 - Améliorer l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises (PME) sous forme d'investissements en capital-risque et sous forme de prêts							
100 000 000,00	90 000,00	0,00	44 432 576,49	55 657 423,51	-25 000 000,00	-25,00 %	30 657 423,51
Paiement - 02 03 03 - Agence européenne des produits chimiques — Législation sur les produits chimiques							
72 805 000,00	2 009 418,00	0,00	32 816 911,00	41 997 507,00	-14 269 000,00	-19,60 %	27 728 507,00
Paiement - 04 03 02 01 - Progress — Soutenir l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique sociale et de l'emploi ainsi que de la législation relative aux conditions de travail de l'Union							
38 850 000,00	1 060 605,00	-3 400 000,00	35 295 682,65	1 214 922,35	10 000 000,00	25,74 %	11 214 922,35
Paiement - 04 03 02 03 - Microfinance et entrepreneuriat social — Augmenter l'accès au financement et augmenter la disponibilité de ces financements pour les personnes physiques et morales, en particulier celles les plus éloignées du marché du travail, et pour les entreprises sociales							
17 000 000,00	15 300,00	1 000 000,00	17 972 786,09	42 513,91	31 100 000,00	182,94 %	31 142 513,91
Paiement - 04 04 01 - FEM – pour soutenir les travailleurs licenciés et les travailleurs indépendants en cessation d'activité en raison de la mondialisation							
30 000 000,00	0,00	-380 000,00	0,00	29 620 000,00	-29 620 000,00	-98,73 %	0,00
Paiement - 04 05 51 - Achèvement des actions (antérieures à 2014) — Instrument d'aide de préadhésion — Développement des ressources humaines							
65 000 000,00	0,00	1 300 000,00	66 291 640,73	8 359,27	16 000 000,00	24,62 %	16 008 359,27
Paiement - 05 02 10 02 - Actions de promotion - Paiements directs par l'Union							
4 337 221,00	0,00	2 527 217,00	396 512,93	6 467 925,07	-49 000,00	-1,13 %	6 418 925,07
Paiement - 05 02 12 09 - Distribution de produits laitiers en cas d'intervention urgente face à des crises humanitaires							
30 000 000,00	0,00	0,00	24 000 000,00	6 000 000,00	-6 000 000,00	-20,00 %	0,00
Paiement - 05 05 03 02 - Soutien au développement économique, social et territorial et à l'alignement progressif correspondant sur l'acquis de l'Union							
9 000 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000 000,00	-9 000 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 05 05 04 02 - Soutien au développement économique, social et territorial et à l'alignement progressif correspondant sur l'acquis de l'Union							
41 400 000,00	0,00	0,00	0,00	41 400 000,00	-20 000 000,00	-48,31 %	21 400 000,00
Paiement - 05 06 01 - Accords internationaux en matière agricole							
6 966 518,00	0,00	0,00	4 403 541,71	2 562 976,29	-2 562 000,00	-36,78 %	976,29
Paiement - 05 08 01 - Réseau d'information comptable agricole (RICA)							
17 487 116,00	0,00	-2 424 687,77	6 569 557,09	8 492 871,14	-1 260 000,00	-7,21 %	7 232 871,14
Paiement - 05 08 03 - Restructuration des systèmes d'enquêtes agricoles							
5 437 303,00	0,00	0,00	2 013 280,89	3 424 022,11	-185 000,00	-3,40 %	3 239 022,11
Paiement - 05 08 77 08 - Projet pilote — Programme d'échanges pour les jeunes agriculteurs							
299 969,00	0,00	0,00	0,00	299 969,00	-299 000,00	-99,68 %	969,00
Paiement - 05 08 77 09 - Action préparatoire — Ressources génétiques végétales et animales dans l'Union							
1 144 230,00	0,00	0,00	372 115,00	772 115,00	-207 000,00	-18,09 %	565 115,00
Paiement - 05 08 77 10 - Projets pilotes – Agropôle: développement d'une région transfrontalière européenne modèle de l'agro-industrie							
480 000,00	0,00	0,00	0,00	480 000,00	-278 000,00	-57,92 %	202 000,00
Paiement - 05 08 77 11 - Projet pilote – Agro-foresterie							
500 000,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	-500 000,00	-100,00 %	0,00

Ligne / Intitulé							
Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)
Paiement - 05 08 77 12 - Projet pilote — Village écosocial							
200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	-200 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 05 08 77 13 - Projet pilote — Améliorer la prévention des crises ainsi que les stratégies et les critères de gestion du secteur agricole							
150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	-150 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 05 08 77 14 - Projet pilote — Restructuration du programme d'élevage et de sélection d'abeilles mellifères résistantes à Varroa							
350 000,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00	-350 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 05 08 77 15 - Projet pilote — Analyse des meilleures façons, pour les organisations de producteurs (OP), de s'associer, de mener leurs activités et d'être soutenues							
150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	-150 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 06 02 51 - Achèvement du programme de réseaux transeuropéens							
630 340 000,00	0,00	0,00	101 112 288,97	529 227 711,03	-23 300 000,00	-3,70 %	505 927 711,03
Paiement - 06 03 03 01 - Parvenir à un système de transport européen économe en ressources, respectueux de l'environnement, sûr et continu							
127 796 246,00	3 488 838,00	-1 377 408,00	94 899 149,79	35 008 526,21	-18 000 000,00	-14,08 %	17 008 526,21
Paiement - 06 03 07 32 - Entreprise commune «Programme de recherche sur la gestion du trafic aérien dans le ciel unique européen 2» (SESAR 2)							
55 000 000,00	1 501 500,00	0,00	0,00	56 501 500,00	-14 500 000,00	-26,36 %	42 001 500,00
Paiement - 06 03 51 - Achèvement des programmes-cadres de recherche précédents — Septième programme-cadre – CE (2007-2013)							
106 595 589,00	2 942 038,00	-19 397 063,02	14 773 983,46	75 366 580,52	-29 800 000,00	-27,96 %	45 566 580,52
Paiement - 07 02 01 - Contribuer à une économie plus verte et plus efficace dans l'utilisation des ressources et à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique et de la législation environnementales de l'Union							
49 000 000,00	0,00	0,00	29 614 522,66	19 385 477,34	-2 600 000,00	-5,31 %	16 785 477,34
Paiement - 07 02 02 - Stopper et inverser le processus d'appauvrissement de la biodiversité							
49 000 000,00	0,00	0,00	31 845 454,87	17 154 545,13	-3 100 000,00	-6,33 %	14 054 545,13
Paiement - 10 03 51 - Achèvement du septième programme-cadre — Euratom (2007-2013)							
900 000,00	0,00	0,00	102 694,92	797 305,08	-300 000,00	-33,33 %	497 305,08
Paiement - 10 05 01 - Démantèlement des installations nucléaires obsolètes d'Euratom et élimination finale des déchets							
32 000 000,00	0,00	0,00	14 423 567,65	17 576 432,35	-7 450 000,00	-23,28 %	10 126 432,35
Paiement - 12 02 01 - Mise en œuvre et développement du marché unique des services financiers							
3 500 000,00	96 600,00	0,00	1 904 164,76	1 692 435,24	-421 000,00	-12,03 %	1 271 435,24
Paiement - 12 02 03 - Normes dans les domaines de l'information financière et du contrôle des comptes							
8 600 000,00	0,00	0,00	4 190 000,02	4 409 999,98	-1 332 000,00	-15,49 %	3 077 999,98
Paiement - 12 02 04 - Autorité bancaire européenne (ABE)							
14 565 400,00	0,00	0,00	12 363 289,54	2 202 110,46	-660 000,00	-4,53 %	1 542 110,46
Paiement - 12 02 77 05 - Action préparatoire — Renforcement des capacités des utilisateurs finaux de services financiers et des autres acteurs extérieurs à ce secteur en rapport avec l'élaboration des politiques de l'Union en la matière							
1 500 000,00	0,00	0,00	769 258,91	730 741,09	-430 000,00	-28,67 %	300 741,09
Paiement - 13 03 16 - Achèvement du Fonds européen de développement régional (FEDER) — Convergence							
11 630 610 000,00	0,00	-546 758 254,54	7 102 098 208,2	3 981 753 537,23	-254 000 000,00	-2,18 %	3 727 753 537,2
Paiement - 13 06 01 - Assistance aux États membres en cas de catastrophe naturelle majeure ayant de graves répercussions sur les conditions de vie, l'environnement naturel et l'économie							
50 000 000,00	0,00	0,00	164 798,00	49 835 202,00	-13 000 000,00	-26,00 %	36 835 202,00
Paiement - 15 04 01 - Renforcer la capacité financière des PME et des petites et très petites organisations dans les secteurs européens de la culture et de la création, et favoriser l'élaboration des politiques et la création de nouveaux modèles commerciaux							
22 133 220,00	604 237,00	0,00	6 452 120,46	16 285 336,54	-7 797 000,00	-35,23 %	8 488 336,54
Paiement - 16 03 02 05 - Analyse de l'opinion publique							
6 526 000,00	0,00	0,00	2 435 419,11	4 090 580,89	-2 000 000,00	-30,65 %	2 090 580,89

Ligne / Intitulé							
Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)
Paiement - 17 03 01 - Troisième programme d'action de l'Union dans le domaine de la santé (2014-2020)							
48 500 000,00	1 324 050,00	0,00	25 575 710,02	24 248 339,98	-9 000 000,00	-18,56 %	15 248 339,98
Paiement - 17 03 51 - Achèvement des programmes de santé publique							
16 000 000,00	441 600,00	0,00	7 861 037,41	8 580 562,59	-4 100 000,00	-25,63 %	4 480 562,59
Paiement - 17 03 77 06 - Action préparatoire — Résistance aux antimicrobiens (RAM): recherche sur les causes de l'usage élevé et inadapté des antibiotiques							
320 000,00	0,00	0,00	0,00	320 000,00	-320 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 17 03 77 07 - Action préparatoire — Création d'un réseau d'experts de l'Union dans le domaine des soins adaptés aux adolescents souffrant de problèmes psychologiques							
400 000,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	-194 000,00	-48,50 %	206 000,00
Paiement - 17 03 77 11 - Action préparatoire — Consommation de fruits et légumes							
225 000,00	0,00	0,00	0,00	225 000,00	-225 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 17 03 77 15 - Action préparatoire — Étude européenne sur la prise en charge et le soin de l'épilepsie							
246 000,00	0,00	0,00	0,00	246 000,00	-246 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 17 03 77 17 - Projet pilote — Plateforme d'encouragement au don d'organes dans l'Union européenne et les pays limitrophes Eudonorg 2015-2016							
180 000,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	-180 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 17 03 77 19 - Projet pilote — Accès des populations rurales aux soins de santé							
300 000,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	-300 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 17 03 77 20 - Projet pilote — Création du registre des malformations congénitales rares (dans le cadre du registre des maladies rares) en se fondant sur la structure, l'organisation et l'expérience du registre polonais des malformations congénitales (RPMC)							
50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	-50 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 17 03 77 21 - Projet pilote — Accompagner les femmes en difficulté avec leur consommation d'alcool vers une réduction des risques, notamment lors de la grossesse							
150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	-150 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 17 03 77 22 - Projet pilote – MentALLY							
200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	-200 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 17 03 77 23 - Projet pilote — Troubles mentaux graves et risque de violence: parcours de soins et stratégies de traitement efficaces							
500 000,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	-500 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 17 03 77 24 - Projet pilote — Mesurer plus équitablement et plus efficacement l'accès aux soins de santé dans l'Union européenne pour améliorer la coopération et le transfert de savoir-faire							
125 000,00	0,00	0,00	0,00	125 000,00	-125 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 17 03 77 25 - Projet pilote – INTEGRATE: mise au point de stratégies intégrées pour assurer le suivi et le traitement des maladies chroniques et rhumatismales: rôle des indicateurs de qualité et des résultats communiqués par les patients, en plus de l'évaluation médicale de l'activité des pathologies et des dégâts qu'elles occasionnent							
250 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	-250 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 17 03 77 26 - Projet pilote — Cours de prévention primaire à destination des jeunes filles vivant dans des régions où le risque de cancer du sein est plus élevé							
250 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	-250 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 17 03 77 27 - Projet pilote — Redistribution de denrées alimentaires							
250 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	-250 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 17 04 03 - Veiller à l'efficacité, à l'efficience et à la fiabilité des contrôles							
55 250 000,00	0,00	-5 000 000,00	32 901 093,22	17 348 906,78	-1 500 000,00	-2,71 %	15 848 906,78
Paiement - 17 04 51 - Achèvement des actions antérieures dans le domaine de la sécurité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux et de la santé et du bien-être des animaux ainsi que dans le domaine phytosanitaire							
15 000 000,00	0,00	0,00	5 068 239,98	9 931 760,02	-1 500 000,00	-10,00 %	8 431 760,02
Paiement - 18 02 01 01 - Appuyer la gestion des frontières et soutenir une politique commune des visas pour faciliter les voyages effectués de façon légitime							
214 436 438,00	0,00	0,00	158 448 655,53	55 987 782,47	104 600 000,00	48,78 %	160 587 782,47
Paiement - 18 02 51 - Achèvement des opérations et programmes dans le domaine des frontières extérieures, de la sécurité et de la protection des libertés							

99 485 662,00	0,00	-280 848,00	67 080 209,40	32 124 604,60	16 000 000,00	16,08 %	48 124 604,60
---------------	------	-------------	---------------	---------------	---------------	---------	---------------

Ligne / Intitulé							
Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)
Paiement - 18 04 01 01 - L'Europe pour les citoyens — Conforter la mémoire et renforcer la capacité de participation civique au niveau de l'Union							
18 650 000,00	0,00	629 496,17	18 271 122,58	1 008 373,59	2 158 000,00	11,57 %	3 166 373,59
Paiement - 18 05 51 - Achèvement des programmes-cadres de recherche précédents — Septième programme-cadre — CE (2007-2013)							
120 800 000,00	3 334 080,00	0,00	54 555 189,24	69 578 890,76	-44 995 000,00	-37,25 %	24 583 890,76
Paiement - 19 02 01 - Réponse aux situations de crise et de crise émergente							
153 139 600,00	0,00	16 697 897,35	147 846 748,81	21 990 748,54	35 000 000,00	22,85 %	56 990 748,54
Paiement - 19 03 01 02 - EULEX KOSOVO							
72 000 000,00	0,00	0,00	40 026 205,70	31 973 794,30	-15 000 000,00	-20,83 %	16 973 794,30
Paiement - 19 03 01 05 - Actions d'urgence							
4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000 000,00	-4 000 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 19 03 01 06 - Actions préparatoires et de suivi							
4 000 000,00	0,00	0,00	51 801,40	3 948 198,60	-3 500 000,00	-87,50 %	448 198,60
Paiement - 19 03 01 07 - Représentants spéciaux de l'Union européenne							
26 500 000,00	0,00	0,00	5 675 007,02	20 824 992,98	-15 000 000,00	-56,60 %	5 824 992,98
Paiement - 19 03 02 - Soutien à la non-prolifération et au désarmement							
19 800 000,00	0,00	0,00	8 833 871,04	10 966 128,96	-1 500 000,00	-7,58 %	9 466 128,96
Paiement - 19 04 01 - Améliorer la fiabilité des processus électoraux, au moyen notamment de missions d'observation électorale							
35 507 000,00	0,00	-317 004,30	11 369 280,76	23 820 714,94	-9 000 000,00	-25,35 %	14 820 714,94
Paiement - 19 05 01 - Coopération avec les pays tiers afin de promouvoir et défendre les intérêts de l'Union ainsi que ceux qu'elle partage avec d'autres pays							
59 400 000,00	0,00	-1 327 861,00	20 173 025,59	37 899 113,41	-18 000 000,00	-30,30 %	19 899 113,41
Paiement - 19 06 01 - Informations de sensibilisation aux relations extérieures de l'Union							
12 500 000,00	0,00	0,00	11 840 845,50	659 154,50	1 250 000,00	10,00 %	1 909 154,50
Paiement - 21 02 20 - Erasmus + — Contribution des instruments de financement de la coopération au développement (ICD)							
61 455 647,00	1 696 176,00	0,00	46 122 314,24	17 029 508,76	19 750 000,00	32,14 %	36 779 508,76
Paiement - 22 02 03 02 - Soutenir le développement économique, social et territorial et l'alignement progressif connexe sur l'acquis de l'Union							
166 076 038,00	0,00	0,00	0,00	166 076 038,00	-136 225 000,00	-82,03 %	29 851 038,00
Paiement - 23 03 02 02 - Réaction rapide et efficace par des interventions d'urgence en cas de catastrophe majeure dans les pays tiers							
15 000 000,00	409 500,00	0,00	3 921 573,38	11 487 926,62	-6 500 000,00	-43,33 %	4 987 926,62
Paiement - 23 04 01 - Initiative des volontaires de l'aide de l'Union européenne — Renforcer la capacité de l'Union à répondre aux crises humanitaires							
13 200 000,00	0,00	0,00	3 031 502,82	10 168 497,18	-6 397 000,00	-48,46 %	3 771 497,18
Paiement - 26 02 01 - Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services							
9 100 000,00	0,00	0,00	5 219 745,60	3 880 254,40	-850 000,00	-9,34 %	3 030 254,40
Paiement - 32 02 01 04 - Créer un environnement plus favorable aux investissements privés pour des projets en matière d'énergie							
31 201 614,00	0,00	0,00	0,00	31 201 614,00	-27 945 000,00	-89,56 %	3 256 614,00
Paiement - 32 02 52 - Achèvement des projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique							
176 000 000,00	0,00	0,00	54 088 459,33	121 911 540,67	-29 000 000,00	-16,48 %	92 911 540,67
Paiement - 32 05 01 02 - Construction, fonctionnement et exploitation des installations ITER — Entreprise commune ITER — Fusion for Energy (F4E)							
131 000 000,00	0,00	-5 000 000,00	31 654 154,20	94 345 845,80	71 000 000,00	54,20 %	165 345 845,80
Paiement - 32 05 51 - Achèvement de l'entreprise commune ITER — Fusion for Energy (F4E) (2007-2013)							
289 000 000,00	0,00	0,00	289 000 000,00	0,00	49 000 000,00	16,96 %	49 000 000,00

Ligne / Intitulé							
Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)
Paiement - 33 02 51 - Achèvement des actions dans le domaine des droits, de la citoyenneté et de l'égalité							
10 000 000,00	202 060,00	-84 572,20	5 434 428,24	4 683 059,56	-2 000 000,00	-20,00 %	2 683 059,56
Paiement - 33 02 77 08 - Projet pilote — Plate-forme du savoir destinée aux professionnels chargés de traiter les mutilations génitales féminines							
507 432,00	0,00	0,00	0,00	507 432,00	-507 000,00	-99,91 %	432,00
Paiement - 33 02 77 09 - Projet pilote — Renforcement des capacités de la société civile rom et de sa participation au suivi des stratégies nationales d'intégration des Roms							
938 813,00	0,00	0,00	0,00	938 813,00	-938 000,00	-99,91 %	813,00
Paiement - 33 02 77 10 - Projet pilote — Examen des instruments et programmes de collecte de données de l'UE sous l'angle des droits fondamentaux							
375 000,00	0,00	0,00	0,00	375 000,00	-375 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 33 02 77 12 - Action préparatoire — Renforcement des capacités de la société civile rom et de sa participation au suivi des stratégies nationales d'intégration des Roms							
250 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	-250 000,00	-100,00 %	0,00
Paiement - 33 03 51 - Achèvement des actions dans le domaine de la justice							
7 500 000,00	0,00	0,00	2 297 929,16	5 202 070,84	-3 000 000,00	-40,00 %	2 202 070,84
Paiement - 33 03 77 04 — Projet pilote – Sensibilisation des enfants à leurs droits dans les procédures judiciaires							
394 669,00	0,00	0,00	0,00	394 669,00	-394 000,00	-99,83 %	669,00
Paiement - 34 02 02 - Accroître la résilience de l'Union au changement climatique							
22 850 000,00	0,00	-334 350,16	7 789 873,58	14 725 776,26	-5 300 000,00	-23,19 %	9 425 776,26
Total PRÉLÈVEMENT CP					-855 858 000,00		
Total RENFORCEMENT CP					855 858 000,00		
Total PRÉLÈVEMENT CE					0,00		
Total RENFORCEMENT CE					0,00		
Total PRÉLÈVEMENT CND					0,00		
Total RENFORCEMENT CND					0,00		

Justifications

Decreased 01 02 04

Protecting euro banknotes and coins against counterfeiting and related fraud

Due to the events of 22 March in Brussels, the EU-China technical workshop was postponed, as the Chinese participants of the Ministry of Public Security informed the Commission that they decided against travelling to Brussels. As they constitute the main target group of the action, and their absence would have a significant adverse impact on the quality and substance of the workshop, it was decided to postpone and reschedule the workshop at a suitable later date. As a result, EUR 0,1 million in payment appropriations can be made available.

Decreased 01 03 02

Macro-financial assistance

In line with earlier forecasts, the MFA operation for the Kyrgyz Republic (EUR 15 million in grants) was fully disbursed in April 2016. The MFA operation for Georgia (EUR 23 million in grants), which was foreseen to be fully implemented in 2016, is currently experiencing delays and is likely to be proposed for carry-over into 2017. However, other MFA operations which were in the pipeline for 2016 have not been proposed yet and are unlikely to be in place by the end of the year. As a result, EUR 16,95 million in payment appropriations can be made available.

Increased 01 04 05

Provisioning of the EFSI guarantee fund

The Commission proposes to frontload EUR 500 million in the payment schedule of the budget item provisioning the EU Guarantee Fund to ensure a sound management of payment ceilings over the MFF period.

Decreased 02 02 02

Improving access to finance for small and middle-sized enterprises (SMEs) in the form of equity and debt

The justification for the proposed decrease of EUR 25 million in payment appropriations for the COSME financial instruments is two-fold:

- as regards the Equity Facility for Growth (EFG), the minimum reserve initially fixed at EUR 30 million in the COSME delegation agreement had to be reduced temporarily to EUR 10 million, the average size of the transactions being lower than anticipated. The reduction of the reserve cannot be delayed, taking into account the current negative interest rate environment both for euro and several non-euro currencies.
- as regards the Loan Guarantee Facility (LGF), it is very difficult to correctly anticipate if and when transactions in tradable currencies are signed, which results in considerable difficulties to accurately forecast the payment appropriations to be disbursed each year. In addition, the revised (and more realistic) methodology used by the European Investment Fund for the LGF, with guarantee calls starting in the second year after the signature of a guarantee agreement and average distribution of losses (guarantee calls) spread over 6 years instead of 3 years in the previous forecast model, leads to lower estimations for guarantee calls expected until the end of 2016.

Decreased 02 03 03

European Chemicals Agency -- Chemicals legislation

Following a higher than expected fee-income, the European Chemicals Agency (ECHA) does not need to receive the full amount foreseen for the subsidy 2016. As a result, EUR 14,3 million in payment appropriations can be made available.

Increased 04 03 02 01

Progress -- Supporting the development, implementation, monitoring and evaluation of Union employment and social policy and working conditions legislation

Some calls for proposals initially foreseen for 2015 had to be rescheduled for 2016, which in combination with the 2016 planned calls led to higher than initially planned pre-financing obligations. To date, around 93% of the payment appropriations of this budget line have already been used. Before the end of the year, further EUR 7 million are needed for covering the payments linked to the 2016 calls for proposals and contracts, and around EUR 3 million for the pre-financing of the delayed 2015 call on Social Policy Innovation in Social Services (VP/2015/011).

Increased 04 03 02 03

Microfinance and Social Entrepreneurship -- Increasing access to, and the availability of, financing for legal and physical persons, especially those furthest from the labour market, and social enterprises

To date, 98% of the 2016 payment appropriations have already been consumed. The remaining appropriations are much below the estimated payment needs until the year-end which total some EUR 31,1 million and comprise:

- EUR 8 million for the programme's capacity-building instrument aimed at building up the institutional capacity of selected financial intermediaries in Europe for both microfinance and social entrepreneurship;
- EUR 6 million for the new activity Social Business Angels that the European Investment Fund (EIF) will manage via equity investments;
- EUR 3 million for the programme's funded instruments which provide funding to non-bank financial institutions to boost their capacity to lend to microenterprises and social enterprises;
- Furthermore as per the EIF disbursement forecast, more than EUR 14 million is still required in 2016 for the implementation of the programme's guarantee window covering operations for both microfinance and social entrepreneurship.

Decreased 04 04 01

EGF -- to support workers and self-employed persons whose activity has ceased as a result of globalisation

Following a prudent analysis of the Member States' applications in the pipeline, the Commission estimates that all remaining payments of the 2016 authorised budget, EUR 29,6 million, can be made available, taking account of internal assigned revenue stemming from the recoveries of unused amounts in previous EGF cases.

Increased 04 05 51

Completion of actions (prior to 2014) -- Instrument for Pre-Accession Assistance -- Human resources development

The available payment appropriations have been fully consumed. Revised payment forecasts from the beneficiary countries and pending payment requests indicate that an additional amount of EUR 16 million is necessary in 2016 to honour current year claims.

Decreased 05 02 10 02

Promotion measures -- Direct payments by the Union

The outstanding balance is due to non-absorption of the full contingency amount in one of the specific contracts. As a result, EUR 49 000 in payment appropriations can be made available.

Decreased 05 02 12 09

Dairy products distribution as urgent response to humanitarian crises

All the appropriations on this budget line are implemented through one grant agreement. For operational reasons, the grant will operate until 2017 instead of finishing still in 2016. Therefore, the final payment (20%) is only due in 2017 and EUR 6 million can be made available.

Decreased 05 05 03 02

Support for economic, social and territorial development and related progressive alignment with the Union acquis

The implementation of the Instrument for Pre-Accession Assistance in Rural Development (IPARD) II can only start after IPARD countries are granted entrustment. For the Balkan countries this will take place only towards the very end of the year and consequently there will be no need for pre-financing before 2017. As a result, EUR 9 million of the existing payment appropriations can be made available.

Decreased 05 05 04 02

Support for economic, social and territorial development and related progressive alignment with the Union acquis

The implementation of the Instrument for Pre-Accession Assistance in Rural Development (IPARD) II can only start after IPARD countries are granted entrustment. For Turkey this is expected to take place in September-October 2016 and the implementation of IPARD II will start thereafter. However, since entrustment happens relatively late in the year a large part of the pre-financing payments foreseen in the 2016 budget will instead be paid in 2017. Consequently, EUR 20 million in payment appropriations can be made available.

Decreased 05 06 01

International agricultural agreements

This budget article covers the EU's contribution to the International Grains Council (IGC), the International Sugar Organisation (ISO) and to the International Olive Council (IOC). For all these organisations, the EU contributions paid in 2016 were smaller than expected in the 2016 budget.

The main reduction in the EU's overall contribution expenditure in 2016 arises from the IOC agreement which expired at the end of 2014 and has been temporarily prolonged until the end of 2016. During this prolongation, the IOC Council of Members decided to keep a restricted budget.

The contributions for the International Sugar Organisation and for the International Grains Convention are paid in pound sterling. In view of the expected appreciation of the pound sterling exchange rate against the euro, the 2016 budget included appropriations to cover this exchange rate cost. However, the eventual amounts in euro for these contributions were smaller than the ones assumed in the 2016 budget. As a result, EUR 2,6 million can be made available.

Decreased 05 08 01

Farm Accountancy Data Network (FADN)

The surplus of EUR 1,3 million can be made available. It is mainly due to a lower than foreseen number of payable farm returns received from Member States and penalties applied towards three Member States.

Decreased 05 08 03

Restructuring of systems for agricultural surveys

Payment appropriations for the Monitoring Agricultural Resources project (MARS) and the Farm Structural Survey Study are lower than originally foreseen in the budget. As a result, EUR 0,2 million can be made available.

Decreased 05 08 77 08

Pilot project -- Exchange programme for young farmers

A budgetary commitment of EUR 1,5 million was made in October 2013. The contract foresaw five payment instalments of EUR 0,3 million each. The balance payment was already made in December 2015. Therefore no payments are needed in 2016 and EUR 0,3 million can be made available.

Decreased 05 08 77 09**Preparatory action -- Union plant and animal genetic resources**

In total, the requirements up to year-end amount to EUR 0,6 million and the balance of EUR 0,2 million can be made available.

Decreased 05 08 77 10**Pilot project -- Agropol: development of a European cross-border Agribusiness Model Region**

A budgetary commitment was made in December 2015. The contract foresees that the payments will be made in five instalments. According to the payment schedule only EUR 0,2 million is foreseen to be paid in 2016. As a result, the balance of EUR 0,3 million can be made available.

Decreased 05 08 77 11**Pilot project -- Agroforestry**

As regards this budget line, no contract will be awarded in 2016. As a result, no payment appropriations are needed and EUR 0,5 million can be made available.

Decreased 05 08 77 12**Pilot project -- Social eco-village**

An open call for tenders is being prepared. Considering that one or more elements necessary to identify the individual commitment will not be known before the end of the year, a global commitment of EUR 0,4 million will be made. Since the individual commitment will be signed in 2017, no payments will be needed in 2016 and EUR 0,2 million can be made available.

Decreased 05 08 77 13**Pilot project -- Improving crisis prevention and management criteria and strategies in the agricultural sector**

An open call for tenders is being prepared. Considering that one or more elements necessary to identify the individual commitment will not be known before the end of the year, a global commitment of EUR 0,3 million will be made. Since the individual commitment will be signed in 2017, no payments will be needed in 2016 and EUR 0,2 million can be made available.

Decreased 05 08 77 14**Pilot project -- Restructuring the honey bee chain and Varroa resistance breeding and selection programme**

An open call for tenders is being prepared. Considering that one or more elements necessary to identify the individual commitment will not be known before the end of the year, a global commitment of EUR 0,7 million will be made. Since the individual commitment will be signed in 2017, no payments will be needed in 2016 and EUR 0,4 million can be made available.

Decreased 05 08 77 15**Pilot project -- Analysis of the best ways for producer organisations (POs) to be formed, carry out their activities and be supported**

An open call for tenders is being prepared. Considering that one or more elements necessary to identify the individual commitment will not be known before the end of the year, a global commitment of EUR 0,3 million will be made. Since the individual commitment will be signed in 2017, no payments will be needed in 2016 and EUR 0,2 million can be made available.

Decreased 06 02 51

Completion of trans-European networks programme

By end of August, only 25 final payment claims had been submitted out of 260 foreseen by the end of 2016, based on historical data. Considering the average time to pay of 95 days, it will no longer be possible to execute all payments as foreseen and an amount of EUR 23,3 million can therefore be redeployed.

Decreased 06 03 03 01

Achieving a resource-efficient, environmentally-friendly, safe and seamless European transport system

The projects Smartrail, IT2Rail and IN2Rail were initially foreseen to start on 1 April 2015. The first payments were expected in December 2016. However, the launch of the projects was postponed later in 2015. This, in turn postponed the related payments to January 2017. For this reason, an amount of EUR 18 million to cover payments for the three projects will not be necessary and can be made available.

Decreased 06 03 07 32

Single European Sky Air Traffic Management Research 2 (SESAR2) Joint Undertaking

Due to procedural delays for concluding the calls, the payments related to the items Exploratory Research (core ATM), Very Large Demonstration Activities (Wave 1), Industrial Support and Airspace Users will occur only in 2017 instead of 2016. Therefore, an amount of EUR 14,5 million can be made available.

Decreased 06 03 51

Completion of previous research framework programmes -- seventh framework programme -- EC (2007 to 2013)

The SESAR Joint Undertaking (SJU) will claim in 2016 an amount of EUR 25 million less than originally foreseen in early 2015 due to the fact that by now all final payments to SJU members related to the closure of the SESAR1 programme are expected to take place only in 2017 instead of 2016 (with R&D activities running until the end of 2016). An amount of EUR 4,8 million related to 7th Framework Programme transport actions can also be made available.

Decreased 07 02 01

Contributing to a greener and more resource-efficient economy and to the development and implementation of Union environmental policy and legislation

Some of the procurement payments will be delayed to 2017. As a result, EUR 2,6 million can be made available.

Decreased 07 02 02

Halting and reversing biodiversity loss

The decrease is due to the fact that the implementation of the financial instrument called 'Natural Capital Financial Facility' (NCFF), indirectly managed and entrusted to the European Investment Bank (EIB), is delayed. In the August 2016 report of implementation only two projects out of ten were identified as advanced enough and expected to be validated by EIB Board in 2016. Based on this information the forecast of payments has been reduced and EUR 3,1 million can be made available.

Decreased 10 03 51

Completion of the Seventh Framework Programme -- Euratom (2007 to 2013)

The Commission has made an important effort in 2015 to reduce the RAL ('reste a liquider') on the completion line of 7th Framework Programme - Euratom. As a consequence, the available payment appropriations are higher than the current RAL. The Commission therefore proposes to reduce the payments by EUR 0,3 million to the actual commitments remaining to be paid.

Decreased 10 05 01

Decommissioning of Euratom obsolete nuclear facilities and final disposal of wastes

The Decommissioning Programme is currently being implemented in two Commission sites, namely Ispra and Karlsruhe.

The underspending in Ispra is attributed to following circumstances: the use of C5 payment appropriations from a recovery order on a contract following its early termination (EUR 1,9 million); suspension of a call for tenders (nearly EUR 2 million); lack of authorisation from the Italian Nuclear Safety Authority to a file submitted in 2013 (EUR 0,9 million); and resolution of a contract related to two nuclear facilities (EUR 0,9 million).

The underspending in Karlsruhe arises from three high-cost projects, namely: savings in a contract intended to ship nuclear material out of the Commission (EUR 0,8 million); delays in the construction of the German national repository (EUR 0,6 million); unexpected technical problems on an external waste treatment facility (EUR 0,4 million); and use of internal staff for an activities that was expected to be subcontracted (approx. EUR 0,1 million).

The Commission will therefore return EUR 7,5 million of payment appropriations. The Commission will also initiate an analysis of alternatives to avoid the recurrent return of payment appropriations.

Decreased 12 02 01

Implementation and development of the single market for financial services

In the course of 2014 and 2015, the Commission signed seven contracts for conformity assessments of adopted Directives. In some cases, the conformity assessment works take more time than expected as one or more countries have not finalised the transposition work, generating a delay in the reporting and consequently of the payment of the studies. This results in a reduced need for payment appropriations by the end of the year 2016. Therefore, an amount of EUR 0,4 million in payment appropriations can be made available.

Decreased 12 02 03

Standards in the fields of financial reporting and auditing

One of the three beneficiaries from this grant programme reported less expenses than expected in accordance with the grant agreement 2015, resulting in a recovery order instead of a final payment for the grant 2015. As a result, an amount of EUR 1,3 million can be made available.

Decreased 12 02 04

European Banking Authority (EBA)

EBA has reconsidered its budgetary needs until the end of the year in view of a significant drop in the value of the pound sterling against the euro. As a result, possible savings were identified allowing the Commission to make available an amount of EUR 0,7 million.

Decreased 12 02 77 05

Preparatory action -- Capacity building for end-users and other non-industry stakeholders in connection with Union policymaking in the area of financial services

One of the two beneficiaries reported less expenses than expected in accordance with the Grant agreement 2015, resulting in a recovery order instead of a final payment for the Grant 2015. As a result, an amount of EUR 0,4 million can be made available.

Decreased 13 03 16

Completion of European Regional Development Fund (ERDF) -- Convergence

Taking into consideration the amounts already paid, the pending payable claims, the interrupted/suspended claims to be lifted before end 2016 and the payable claims still to be submitted in 2016 (based on capped and cross-checked MS July forecast), EUR 254 million of payment appropriations can be redeployed.

Decreased 13 06 01

Assistance to Member States in the event of a major natural disaster with serious repercussions on living conditions, the natural environment or the economy

Based on latest assessment of current EU Solidarity Fund applications and claims expected to be received before end of 2016, an amount of EUR 13 million can be made available.

Decreased 15 04 01

Strengthening the financial capacity of SMEs and small and very small organisations in the European cultural and creative sectors, and fostering policy development and new business models

This budget line covers mainly the Cultural and Creative Sectors' Guarantee Facility. As regards the Guarantee Facility, the European Investment Fund (EIF), as an implementing body, will only claim one payment this year instead of the two forecasted as the Delegation Agreement with the Commission was signed later than initially foreseen. As a consequence, the amount to be paid to the EIF this year is lower than initially planned. In addition, some pre-financings on projects signed in 2016 and final payments related to commitments made in 2015 are below the expected level. As a result, EUR 7,8 million can be made available.

Decreased 16 03 02 05

Public opinion analysis

Contracts for Eurobarometer will be signed later than initially calculated and therefore the corresponding advance payments will be paid only in 2017. Open RAL of this line is also smaller than originally calculated as this line was reinforced in 2015. On this basis, EUR 2 million can become available.

Decreased 17 03 01

Third programme for the Union's action in the field of health (2014-2020)

Due to the slower than foreseen implementation of the Budget and closure of several actions under the Public Health programme, not all the payment appropriations available will be used this year. The Commission had estimated to pay in 2016 the pre-financing for two calls for proposals. However, the grants to be signed following the 2015 call for joint actions were only signed in the second/third trimester of 2016. Consequently, the 2016 call for joint actions had to be delayed in order not to have two calls for joint actions with a too short interval. The projects and operating grant calls 2016 were published and evaluated in the 2nd and 3rd trimester. This means that the grant adaptation phase, before actual signature of the grants, cannot be finalised for all projects before the end of the year. Pre-financing for projects shall thus be made in early 2017. Therefore, EUR 9 million is available for redeployment.

Decreased 17 03 51

Completion of public health programmes

Due to the slower than foreseen implementation of the Budget and closure of several actions under the completion of the Public Health programme, not all the payment appropriations available will be used this year, making available EUR 4,1 million.

Decreased 17 03 77 06

Preparatory action -- Antimicrobial resistance (AMR): research on the causes of high and improper antibiotic usage

The draft final report has been received and is under assessment by the Commission. The invoice for the final payment will be paid once the final report has been approved. It is estimated that this will only be done in early 2017 and not anymore in 2016. Therefore, EUR 0,3 million is available.

Decreased 17 03 77 07**Preparatory action -- Creation of a Union network of experts in the field of adapted care for adolescents with psychological problems**

The invoice for final payment has been received and a payment of approximately EUR 0,2 million will be made on this preparatory action, allowing the remaining EUR 0,2 million to be available.

Decreased 17 03 77 11**Preparatory action -- Fruit and vegetable consumption**

The call for tender procedure was finalised and the procurement contract started at the end of 2015. The interim report and the invoice for the interim payment are due to be submitted at the end of 2016 or early 2017, so no payment will still be made in 2016. Therefore, EUR 0,2 million are available for redeployment.

Decreased 17 03 77 15**Preparatory action -- European study on the burden and care of epilepsy**

The grant agreement was signed in the fourth quarter of 2015 and a pre-financing payment was made at that time as well. There is only a balance payment due at the end of the duration of the grant agreement, which is foreseen for the end of 2018. No payment will thus be done on this budget line in 2016 and EUR 0,2 million may be used for redeployment.

Decreased 17 03 77 17**Pilot project -- Platform for increasing organ donation in the European Union and neighbouring countries: Eudonorg 2015-2016**

The tender procedure was recently finalised and the procurement contract for this pilot project was signed in June 2016. The action is to start in September 2016. As this is a procurement contract, no pre-financing will be paid. Therefore, any payment appropriations under this pilot project will at the earliest be needed in the first quarter of 2017. The amount of EUR 0,2 million can be made available.

Decreased 17 03 77 19**Pilot project -- Access to healthcare for people in rural areas**

The tender procedure will be finalised and the procurement contract will be signed at the end of 2016. As this is a procurement contract, no pre-financing will be paid. Therefore, any payment appropriations under this pilot project will at the earliest be needed in 2017, which allows the amount of EUR 0,3 million to be made available.

Decreased 17 03 77 20**Pilot project -- Establishing a registry of rare congenital malformations (as part of the Rare Diseases Registry), drawing on the structure, organisation and experience of the Polish Registry of Congenital Malformations (PRCM)**

The grant procedure is expected to be launched in the third/fourth quarter of 2016 and to be finalised in the course of 2017. Therefore, no payment appropriations under this pilot project will be needed in 2016 and thus EUR 50 000 can be redeployed.

Decreased 17 03 77 21**Pilot project -- Providing support to women struggling with an alcohol problem, in order to reduce risks, in particular during pregnancy**

The tender procedure is to be launched in the third/fourth quarter of 2016 and to be finalised in the course of 2017. Therefore, no payment appropriations under this pilot project will be needed in 2016 and EUR 0,2 million are available for redeployment.

Decreased 17 03 77 22

Pilot project -- MentALLY

The grant procedure is expected to be launched in the third/fourth quarter of 2016 and to be finalised in the course of 2017. Therefore no payment appropriations under this pilot project will be needed in 2016. Thus, EUR 0,2 can be made available.

Decreased 17 03 77 23

Pilot project -- Severe mental disorders and the risk of violence: pathways through care and effective treatment strategies

The grant procedure is expected to be launched in the third/fourth quarter of 2016 and to be finalised in the course of 2017. Therefore, no payment appropriations under this pilot project will be needed in 2016. This fact allows EUR 0,5 million to be made available.

Decreased 17 03 77 24

Pilot project -- Towards a fairer and more effective measurement of access to healthcare across the EU in order to enhance cooperation and know-how transfer

The grant procedure is expected to be launched in the third/fourth quarter of 2016 and to be finalised in the course of 2017. Therefore, no payment appropriations under this pilot project will be needed in 2016 and EUR 0,1 million become available for redeployment.

Decreased 17 03 77 25

Pilot project -- Integrate: development of integrated strategies to monitor and treat chronic and rheumatic diseases: the role of quality indicators and patient-reported outcomes in addition to physician evaluation of disease activity and damage

The grant procedure is expected to be launched in the third/fourth quarter of 2016 and to be finalised in the course of 2017. Therefore, no payment appropriations under this pilot project will be needed in 2016, which allows the amount of EUR 0,3 million to be made available.

Decreased 17 03 77 26

Pilot project -- Primary prevention courses for girls living in areas with a higher risk of breast cancer

The grant procedure is expected to be launched in the third/fourth quarter of 2016 and to be finalised in the course of 2017. Therefore no payment appropriations under this pilot project will be needed in 2016 and EUR 0,3 million can be made available.

Decreased 17 03 77 27

Pilot project -- Food redistribution

The tender procedure is to be launched in the third/fourth quarter of 2016 and to be finalised in the course of 2017. Therefore, no payment appropriations under this pilot project will be needed in 2016 and EUR 0,3 million can be made available.

Decreased 17 04 03

Ensuring effective, efficient and reliable controls

The 2016 Better Training for Safer Food (BTSF) work plan was adopted only in July 2016, which significantly delayed the publication of the calls. The signature of the 2016 contracts is foreseen for December 2016/January 2017. In addition, due to the availability of extra appropriations in late 2015, some payments were advanced by the Consumers, Health, Agriculture and Food Executive Agency (CHAFFEA) from 2016 to 2015, which resulted in a reduction of needs in 2016. Therefore, EUR 1,5 million becomes available.

Decreased 17 04 51

Completion of previous measures in food and feed safety, animal health, animal welfare and plant health

Due to the availability of extra appropriations in late 2015, some payments were advanced by the Consumers, Health, Agriculture and Food Executive Agency (CHAFAEA) from 2016 to 2015. This resulted in a reduction of needs in 2016, which allows the amount of EUR 1,5 million to be made available.

Increased 18 02 01 01

Support of border management and a common visa policy to facilitate legitimate travel

Taking into account the expected year-end implementation of emergency assistance under Internal Security Fund (ISF) Borders, an increase of payment appropriations of EUR 104,6 million is required to cover all payment needs on this budget line.

Increased 18 02 51

Completion of operations and programmes in the field of external borders, security and safeguarding liberties

Based on the revised forecast of payment, approximately EUR 16 million of payment appropriations are still needed on this budget line to allow the Commission to proceed with the closures of the national programmes. The rhythm of closures of the External Borders Fund is picking up in the second semester 2016. Most of the Member States have submitted their 2013 final reports within the set deadlines, allowing the Commission to proceed with the closures of that year earlier than initially foreseen. Therefore, a reinforcement of EUR 16 million is needed in the context of the Global Transfer exercise.

Increased 18 04 01 01

Europe for citizens -- Strengthening remembrance and enhancing capacity for civic participation at the Union level

The Education, Audiovisual and Culture Executive Agency (EACEA) is currently facing the submission of final reports much earlier than planned in the latest forecasts. In order to be able to make the final payments on time, EACEA requests a reinforcement of payment appropriations of EUR 2,2 million on this budget line.

Decreased 18 05 51

Completion of previous research framework programmes -- Seventh framework programme -- EC (2007 to 2013)

Based on the revised forecast of payments and the remaining payment appropriations, EUR 45 million can be made available from this budget line. Most of the payments due in the rest of the financial year are mainly interim and final payments. The amounts accepted in the cost claim received are lower than initially foreseen and the execution of projects is delayed, thus postponing the submission of cost claim to 2017.

Increased 19 02 01

Response to crisis and emerging crisis

On 7 September 2016, EUR 145 million or 95% of available payment appropriations has been used. New contracts resulting from recently adopted financing decisions are currently being prepared requiring a first pre-financing payment before the end of the year. It is estimated that an additional amount of EUR 35 million will cover forecasted payment obligations until the end of the year.

Decreased 19 03 01 02

EULEX Kosovo

The decrease by EUR 15 million is due to the downsizing of EULEX Kosovo and late launch of the Kosovo Specialist Chambers, whose second pre-financing was postponed to 2017.

Decreased 19 03 01 05

Emergency measures

No new Common Security and Defence Policy (CSDP) missions or actions were launched or are planned to be launched in 2016 and the commitment appropriations were transferred to other areas in heading 4. Hence, there is no need for pre-financing in 2016, which allows EUR 4 million to become available for redeployment.

Decreased 19 03 01 06

Preparatory and follow-up measures

No preparatory measures were launched or are planned to be launched in 2016, only audit and pillar assessments were financed from this budget line, thus reducing the need for payment appropriations. Therefore, EUR 3,5 million can be made available.

Decreased 19 03 01 07

European Union Special Representatives

The decrease by EUR 15 million is due to the fact that the mandates of six European Union Special Representatives (EUSRs) were renewed in 2015 for 16 months (from 1 November 2015 to 28 February 2017) instead of initially foreseen 12 months. The amounts were committed and pre-financed in 2015, thus reducing the need for payments in 2016.

Decreased 19 03 02

Support to non-proliferation and disarmament

The payment forecasts for this budget line for the rest of the year allow making available an amount of EUR 1,5 million.

Decreased 19 04 01

Improving the reliability of electoral processes, in particular by means of election observation missions

Due to the political priorities and the inherently unstable environment in the field of Election Observation Missions (EOMs), there is some uncertainty around the exact implementation of the number of election observation missions to be financed in 2016. The recent update foresees the financing of three EOMs. The payment forecast for the rest of year allows making available EUR 9 million.

Decreased 19 05 01

Cooperation with third countries to advance and promote Union and mutual interests

In accordance with the procurement planning, the signature of quite a number of contracts is now delayed to the end of the year, with the consequence that payments can only be requested at the beginning of 2017. An amount of EUR 18 million can therefore be made available.

Increased 19 06 01

Information outreach on the Union's external relations

The payment for the audio-visual outreach (to promote the satellite broadcasting of European news in Farsi) carried out in the last quarter of 2015 was only made in 2016, using the payment appropriations of 2016. Therefore, the amount of EUR 1,3 million is needed to finance the gap of an additional instalment.

Increased 21 02 20

Erasmus+ -- Contribution from the development cooperation instrument (DCI)

A reinforcement in payment appropriations of EUR 19,8 million is needed on the "Erasmus+ - DCI Programme", in order to cover the entire contractual obligations for the year 2016, including the pre-financing payments, which are planned to be requested by National Agencies by the end of 2016. Without reinforcement, a shortage in payment appropriations will be a reality as from the beginning of November 2016. Those additional payment appropriations would allow avoiding delays and reputational risks as well as jeopardizing the normal implementation of one of the EU's most visible programmes, affecting directly citizens and students.

The shortage in payment appropriations can be explained as follows: a) A backlog of pre-financing payments originally scheduled for end 2015 has been processed in 2016. b) More proposals have been funded than originally estimated for actions having a payment profile more "payments-consuming" than others, which implies higher consumptions of payment appropriations. c) After 2014 (year of launch) and 2015 (first year of implementation), in 2016 the external window of the "Erasmus+ Programme" (heading 4) reaches its cruising speed with a successful consumption of all currently available appropriations.

Decreased 22 02 03 02

Support for economic, social and territorial development and related progressive alignment with the Union acquis

The appropriations in the 2016 budget were based on the estimation made at the time of the preparation of the 2016 draft budget in spring 2015. However, since then the entrustment of budget implementation tasks to Turkey for the multi-annual programmes 2014-2016 encountered delays due to the need to obtain full assurance of the capacities of Turkey to manage the Instrument for Pre-Accession Assistance (IPA) funds.

The four multiannual IPA II financing decisions 2014-2016 covered by this budget line were adopted at the end of 2014. The financing agreements (FAs) for three IPA II multiannual programmes for Turkey were ratified on 28 April (for Environment and Social policies) and on 4 May 2016 (for Competitiveness). However, ratification of the fourth one (Transport) it is still pending. The FAs foresee that a Sectoral Monitoring Committee meeting must be held within six months after their entry into force as a condition to the start of the implementation of programmes. Those meetings were duly organised on the 3d week of June 2016 and, very importantly, adopted the selection criteria of the operations. However, this was too late in order to be able to complete procurement procedures and contract and pre-finance in 2016.

An amount of EUR 136,2 million in payment appropriations can therefore be made available for redeployment.

Decreased 23 03 02 02

Rapid and efficient emergency response interventions in the event of major disasters in third countries

The number of activations of the Union Civil Protection Mechanism is unpredictable by nature, since it fully depends on the emergencies that will occur and the number of transport interventions needed. Contrary to 2015, which was marked by a high number of interventions, the needs have so far been lower in 2016. A decrease of EUR 6,5 million is proposed, while keeping an adequate level of appropriations to respond to any emergencies until the end of the year.

Decreased 23 04 01

EU Aid Volunteers initiative -- Strengthening the Union's capacity to respond to humanitarian crises

This new programme has not yet reached cruising speed of implementation. The first volunteers will be deployed only at the end of 2016. The execution in commitment and payment appropriations is being delayed due to insufficient response to the calls for proposal published in 2016 and partly due to insufficient quality of the applications received. The Commission is currently developing, in cooperation with the Education, Audiovisual and Culture Executive Agency (EACEA) in charge of the programme management, measures to improve participation in the calls, e.g. broadening the reach to stakeholders beyond the humanitarian aid and organising an event at the end of 2016 to foster partnership building among participating and potentially interested organisations. It is expected that the deployment of the first EU Aid Volunteers will also increase the visibility of this new initiative and the potential interest in the deployment of EU Aid Volunteers, in capacity building and technical assistance projects. In this context, EUR 6,4 million can be made available.

Decreased 26 02 01

Procedures for awarding and advertising public supply, works and service contracts

The excess in payment appropriations has two main reasons: the cost of production and the IT projects. Firstly, the price for the production of notices did not increase as foreseen at the moment when the budget was drafted (as included in the Financing Decision for 2016). At the same time, there has been a reduction in the number of notices for which the cost is higher. These two elements combined have produced a significant reduction in the production costs. Secondly, some IT developments needed a longer phase of analysis and were postponed until next year. Therefore, EUR 0,9 million can become available.

Decreased 32 02 01 04

Creating an environment more conducive to private investment for energy projects

The operations under consideration for the financial instruments under the Connecting Europe Facility are not yet sufficiently advanced for the European Investment Bank to issue payment requests before the end of this year. This leaves the amount of EUR 27,9 million available for redeployment.

Decreased 32 02 52

Completion of energy projects to aid economic recovery

The beneficiary of one action informed the Commission in September that it would submit its request for second interim payment not sooner than in January 2017 instead of October 2016. As a consequence, the payment planned by the end of 2016 will be postponed to 2017. The corresponding amount of EUR 29 million can therefore be redeployed.

Increased 32 05 01 02

Construction, operation and exploitation of the ITER facilities -- European Joint Undertaking for ITER -- Fusion for Energy (F4E)

At its meeting of 15 June 2016, the ITER Council agreed with the proposal from the ITER Organisation (IO) Directorate-General on Vacuum Vessel and decided to adjust the procurement allocation and to transfer the procurement responsibility for the delivery of two Vacuum Vessels from Euratom to IO. As a compensation of the transfer, Euratom is committed to provide a contribution to IO at the total value of EUR 95 million. The Commission considers that part (EUR 24 million) of the supplementary amount requested can be covered by F4E existing means. The supplementary appropriations needed for increase can thus be limited to EUR 71 million.

Increased 32 05 51

Completion of the European Joint Undertaking for ITER -- Fusion for Energy (F4E) (2007 to 2013)

At the recent bilateral meeting between F4E and the Japanese Domestic Agency (JADA), the Head of JADA confirmed that they will issue a request for payment to F4E for about EUR 65 million to cover manufacturing costs in the area of Toroidal Field Coil Structures and Central Solenoid Conductor, in accordance with the agreement for the transfer of procurement responsibilities between Euratom and Japan. The Commission considers that part (EUR 16 million) of the supplementary amount requested can be covered by F4E existing means. The supplementary appropriations needed for increase can thus be limited to EUR 49 million.

Decreased 33 02 51

Completion of actions in the field of rights, citizenship and equality

In 2016, more than EUR 0,3 million of payment appropriations stemming from recoveries after the completion of actions of previous years was made available and fully exhausted on final payments under this budget line. Additionally, the final payments for grants were at a lower level than anticipated. For these reasons a total amount of EUR 2 million can be made available.

Decreased 33 02 77 08

Pilot project -- Knowledge platform for professionals dealing with female genital mutilation

A pre-financing payment was made at the end of 2015 after the signature of the grant agreement and the final payment is expected in 2017. No other payment is planned until then. The amount of EUR 0,5 million can therefore be made available.

Decreased 33 02 77 09

Pilot project -- Capacity-building for Roma civil society and strengthening its involvement in the monitoring of national Roma integration strategies

A contract was awarded at the end of 2015 to the Central European University in Hungary. A first interim payment will be made during the first quarter of 2017. No other payment is planned until then. The amount of EUR 0,9 million can therefore be made available.

Decreased 33 02 77 10

Pilot project -- Fundamental rights review of Union data-collection instruments and programmes

A call for tender will be launched by the end of 2016 with the first payment planned in 2017. The amount of EUR 0,4 million can therefore be made available.

Decreased 33 02 77 12

Preparatory action -- Capacity-building for Roma civil society and strengthening Roma involvement in the monitoring of national Roma integration strategies

As explained in the executability letter of 30 October 2015 sent by the Commission to the Budgetary Authority, this preparatory action cannot be implemented at this stage. The action supported under the pilot project, on which this preparatory action is built, has only started. The relevant contract was signed on 30 December 2015 and with a 3-year duration. The pilot project (financed from the 2014 and 2015 budgets) should first be completed and the results and the impact assessed before embarking on the preparatory action. On this basis, the amount of EUR 0,3 million can be made available for redeployment.

Decreased 33 03 51

Completion of actions in the field of justice

In 2016, EUR 0,9 million in payment appropriations stemming from recoveries received after the completion of action of previous years were made available and fully exhausted on final payments under this budget line. Additionally, final payments for grants were at a lower level than anticipated. For these reasons, a total amount of EUR 3 million can be made available.

Decreased 33 03 77 04

Pilot project -- Raising awareness of children to be aware of their rights in judicial procedures

The pre-financing payments for the two grant agreements under this pilot project were made by the end of 2015 and the final payments are expected in 2017. No other payment is planned until then. The amount of EUR 0,4 million can therefore be made available.

Decreased 34 02 02

Increasing the resilience of the Union to climate change

This decrease is proposed due to the fact that the implementation of the financial instrument called 'Natural Capital Financial Facility' (NCFF), indirectly managed and entrusted to the European Investment Bank (EIB), is delayed. In the August 2016 report of implementation only two projects out of ten were identified as advanced enough and expected to be validated by the European Investment Bank (EIB) Board in 2016. Based on this information, the forecast of payments has been reduced and the amount of EUR 5,3 million may become available for redeployment.

